Nº 3 ET 4 MARS — AVRIL. 1907.

BULLETIN INTERNATIONAL DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE CRACOVIE.

CLASSE DE PHILOLOGIE.
CLASSE D'HISTOIRE ET DE PHILOSOPHIE.

ANZEIGER DER AKADEMIE DER WISSENSCHAFTEN IN KRAKAU.

PHILOLOGISCHE KLASSE.
HISTORISCH-PHILOSOPHISCHE KLASSE.



CRACOVIE
IMPRIMERIE DE L'UNIVERSITÉ
1907.

L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE CRACOVIE A ÉTÉ FONDÉE EN 1873 PAR

S. M. L'EMPEREUR FRANÇOIS JOSEPH I.

PROTECTEUR DE L'ACADÉMIE :

S. A. I. L'ARCHIDUC FRANÇOIS FERDINAND D'AUTRICHE-ESTE.

VICE-PROTECTEUR : S. E. M. JULIEN DE DUNAJEWSKI.

PRÉSIDENT: S. E. M. LE COMTE STANISLAS TARNOWSKI.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: M. BOLESLAS ULANOWSKI.

EXTRAIT DES STATUTS DE L'ACADÉMIE:

(§ 2). L'Académie est placée sous l'auguste patronage de Sa Majesté Impériale Royale Apostolique. Le protecteur et le Vice-Protecteur sont nommés par S. M. l'Empereur.

(§ 4). L'Académie est divisée en trois classes:

a) classe de philologie,

b) classe d'histoire et de philosophie,

c) classe des Sciences mathématiques et naturelles.

(§ 12). La langue officielle de l'Académie est la langue polonaise.

Depuis 1885, l'Académie publie, en deux séries, le „Bulletin international" qui paraît tous les mois, sauf en août et septembre. La première série est consacrée aux travaux des Classes de Philologie, d'Histoire et de Philosophie. La seconde est consacrée aux travaux de la Classe des sciences mathématiques et naturelles. Chaque série contient les procès verbaux des séances ainsi que les résumés, rédigés en français, en anglais, en allemand ou en latin, des travaux présentés à l'Académie.

Le prix de l'abonnement est de 6 k. = 8 fr.
Les livraisons se vendent séparément à 80 h. = 90 centimes.

Publié par l'Académie
sous la direction du Secrétaire général de l'Académie
M. Boleslas Ulanowski.

Nakładem Akademii Umiejętności.
Kraków, 1907. — Drukarnia Uniwersytetu Jagiellońskiego pod zarządem J. Filipowskiego.

BULLETIN INTERNATIONAL
DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE CRACOVIE.

I. CLASSE DE PHILOLOGIE.
II. CLASSE D'HISTOIRE ET DE PHILOSOPHIE.

Nº 3 et 4. Mars — Avril. 1907.

SÉANCES

I. CLASSE DE PHILOLOGIE.

SÉANCE DU 11 MARS 1907

Présidence de M. C. MORAWSKI.

Le Secrétaire dépose sur le bureau la dernière publication de la Classe:

»Rozprawy Akademii Umiejętności. Wydział filologiczny«. *(Travaux de la Classe de philologie),* 8-o, ser. II. vol. XXVII, p. 471.

Le Secrétaire présente le travail de M. F. Hoesick: *„Nouvelles hypothèses sur les années les moins connues de la vie de Jean Kochanowski"*.

Le Secrétaire présente le compte rendu de la séance de la Commission de l'histoire de l'art en Pologne du 14 février 1907 [1]).

Le Secrétaire présente le compte rendu de la séance de la Commission linguistique du 8 février 1907.

[1]) Voir Résumés p. 28.

Le Secrétaire présente le compte rendu de la séance de la Commission littéraire du 5 janvier 1907.

SÉANCE DU 15 AVRIL 1907

PRÉSIDENCE DE M. M. SOKOŁOWSKI.

M. W. BRUCHNALSKI présente son travail: *„Evolution de la production littéraire de Nicolas Rey“*.

Le Secrétaire présente le travail de M. Z. JACHIMECKI: *„Nicolas Gomółka et les compositeurs contemporains de psaumes“*.

Le Secrétaire présente le compte rendu de la séance de la Commission de l'histoire de l'art en Pologne du 21 mars 1907 [1]).

II. CLASSE D'HISTOIRE ET DE PHILOSOPHIE.

SÉANCE DU 18 MARS 1907.

PRÉSIDENCE DE M. F. ZOLL.

Se Secrétaire dépose sur le bureau la dernière publication de la Classe:

J. BARANOWSKI: »Komisye porządkowe (1765—1788«. *(Les commissions établies dans les villes du Royaume de Pologne pour réformer l'administration municipale [1765—1787])*, 8-o, p. 46.

M. K. POTKAŃSKI présente son travail: *„La famille »Nagodzice«“*.

M. A. PROCHASKA présente son travail: *„La lutte contre les brigands en Ruthénie du XVI-e au XVIII-e siècle“*.

Le Secrétaire présente le travail de M. E. MAJEWSKI: *„Statique et dynamique de la civilisation. Recherche des lois qui président au déplacement des foyers de civilisation et à la maturité des sociétés pour la civilisation“*.

---

[1]) Voir Résumés p. 29.

SÉANCE DU 22 AVRIL 1907.

PRÉSIDENCE DE M. F. ZOLL.

Le Secrétaire dépose sur le bureau les dernières publications de la Classe:

»Scriptores rerum polonicarum«, vol. XIX, 8-o, p. LXXV et 437.

»Scriptores rerum polonicarum«, vol. XX, 8-o, p. XXVIII et 545.

M. W. KĘTRZYŃSKI présente son travail: *„Les chartes de Mendog, roi de Lithuanie, mort en 1263“* [1]).

M. ST. TOMKOWICZ présente son article: *„Genèse et résumé de la publication du Grouppe des conservateurs de la Galicie occindentale sur le château »Wawel«“*.

M. O. BALZER présente son article: *„Corpus iuris polonici“*. Volumen III [2]).

[1]) Voir Résumés p. 46.

[2]) Voir Résumés p. 31.

Résumés

---

5. Posiedzenie Komisyi do badania historyi sztuki w Polsce z dnia 25 stycznia 1907 r. (***Compte rendu de la séance de la Commission de l'histoire de l'art en Pologne du 25 janvier 1907***).

Au début de la séance, en une longue allocution, le président rend hommage à la mémoire de MM. Julien Klaczko et François Piekosiński, récemment décédés. Il fait aussi part à ses collègues de la perte douloureuse que la Commission vient d'éprouver, en la personne de M. Joseph Czekierski, jeune et déjà éminent collaborateur qui, avec un talent remarquable, s'occupait de l'Histoire de l'Art.

Le secrétaire de la Commission donne lecture d'une communication de Mme Constance Stępowska, intitulée: „Les tapis d'Orient dans les peintures cracoviennes de la fin du XV-e et du commencement du XVI-e siècle". La tradition que les tapis d'Orient étaient fort répandus en Pologne est confirmée non seulement par des pièces archivales, mais encore par des tableaux corporatifs, ainsi qu'en font foi ceux qui sont conservés à l'église S. Catherine à Cracovie. Ces peintures datent de la seconde moitié du XV-e siècle. Dans une représentation du Christ devant Pilate et dans une Cène nous voyons les sièges recouverts de tapis d'Orient. Dans le Pontifical d'Erasme Ciołek provenant des premières années du XVI-e siècle, sur la miniature qui orne la première page, les appuis des prie-Dieu sont encore recouverts de tapis de même origine.

Le Président donne connaissance à la Commission d'un travail de M. Alexandre Szyszko Bohusz sur „les églises à trois nefs d'Ol-

kusz. de Kraśnik et de Kleczkowa", ainsi que „sur les objets d'art qu'elles renferment". L'église d'Olkusz date vraisemblablement du commencement du XVI-e siècle. Parmi les objets d'industrie artististique qui y sont conservés, il faut citer avant tout un tryptique peint du XV-e siècle, un baptistère en plomb du XVI-e siècle et un beau calice du XVII-e siècle, orné d'émaux transylvaniens. L'église de Kraśnik, en partie du XV-e, en partie du XVI-e siècle. est un des plus beaux édifices en brique de l'époque. Dans les chapelles se trouvent les monuments funéraires de deux membres de la célèbre famille Tenczyński, Jean Gabriel, mort en 1553 et Stanislas Gabriel. mort en 1550. L'église de Kleczkowa. fort différente des précédentes. présente le type des constructions mazoviennes.

M. Julien Pagaczewski donne le résumé d'une monographie fort étendue qu'il consacre à „Balthasar Fontana et ses stucs". Des recherches archivales et une minutieuse analyse du style ont permis à l'auteur d'attribuer à Fontana ou à son école une quantité de stucs qu'on voit à Cracovie. Citons en premier lieu. sans parler de la magnifique décoration de S. Anne, exécutée entre 1697 et 1703, les stucs de l'église S. André, commandés par l'abbesse Anne Tyrawska en 1701, pour la somme importante de 19000 „timpfs"; ceux de la maison Gralewski, appartenant alors à André Żydowski, ceux de la maison dite „Krzysztofory", où un plafond représente la mort de Phaëton, ceux de la maison de la place Maryacki (Notre-Dame) numéro 3, enfin ceux de la chapelle de St. Hyacinthe dans l'église des dominicains. Ces derniers comptent assurément au nombre des plus beaux ouvrages de l'artiste. Fontana, prétend M. Pagaczewski, ne se borna pas aux stucs de la coupole; il fit encore un des plus beaux sarcophages en style baroque qu'il y ait en Pologne: celui de St. Hyacinthe. C'est aussi à Fontana que l'auteur attribue la belle statue en stuc de St. Michel dans l'église St. Marc à Cracovie, ainsi que la décoration du choeur de la chapelle au monastère des dames de Ste Claire à Stary Sącz. Tous ces stucs modelés avec une habileté consommée, témoignent du talent décoratif très remarquable de l'artiste qui appartenait à la fameuse école de Côme. C'est de cette contrée, c'est-à-dire de la région des lacs italiens subalpins que sortait la famille Carloni, dont le nom s'est inscrit si honorablement dans l'Histoire de l'Art. De même que des Carloni, des Castelli, des Solari, on peut dire des Fontana qu'ils formèrent une sorte de dynastie artistique. Dès la fin du XIV-e siècle on si-

gnale des artistes de cette famille. Balthasar Fontana vint d'Olmütz à Cracovie en 1695. A Olmütz il avait longtemps travaillé pour le comte Charles de Lichtenstein-Castelkorn, évêque de cette ville et protecteur zélé des beaux-arts. Les résidences épiscopales d'Olmütz et de Kremsier sont dues à cet artiste, ainsi que les stucs de Welehrad, du splendide château de Buchlowitz, de l'église des religieux de S. Norbert à Święta góra (la Sainte Montagne) près d'Olmütz, etc. En Moravie, tout comme à Cracovie, Balthasar avait un grand atelier où il occupait une foule d'artistes italiens. Quelques-uns de ces derniers le suivirent à Cracovie. A propos de la carrière artistique de Fontana, commencée en Moravie et terminée ensuite à Cracovie, M. Pagaczewski fait ressortir les rapports nombreux qui unirent alors, c'est-à-dire à l'époque du baroque, la Pologne avec cette province voisine. Cette fort intéressante monographie est illustrée par une quarantaine de reproductions photographiques.

Il est procédé à l'élection du bureau pour 1907: M. Maryan Sokołowski est réélu président, M. Léonard Lepszy, vice-président, M. Julien Pagaczewski, secrétaire.

---

6. **Posiedzenie Komisyi do badania historyi sztuki w Polsce, z dnia 14 lutego 1907.** (***Compte rendu de la séance de la Commission de l'histoire de l'art en Pologne du 14 février 1907***).

M. Fr. Klein donne lecture de son travail sur l'église Ste Anne à Cracovie. Cette église est le troisième sanctuaire édifié sur le même emplacement. Après un incendie qui, en 1409, détruisit le bâtiment primitif, le roi Ladislas Jagellon en construisit un second qu'il attribua à l'université nouvellement créée. L'église de Jagellon subsista jusqu'en 1689. A cette date, par décision du sénat académique, elle fut démolie pour être remplacée par un nouvel édifice sur le modèle de l'église S. Andrea della Valle, à Rome. La construction en fut confiée à un architecte luxembourgeois dont nous ignorons le nom; bientôt celui-ci eut pour successeur François Solari. L'abbé Sébastien Piskorski fut choisi comme directeur des travaux. L'église Ste Anne, malgré le plan adopté, se rapproche, à de menus détails près, de l'église „Il Gesù" à Rome, beaucoup plus que de S. Andrea della Valle. La façade est une fort originale com-

position de notre architecte: elle appartient à ce type de façades que les Français appellent „portails“; tout le caractère architectonique s'y rapporte à l'axe vertical.

M. Etienne Komornicki fait une communication au sujet de la résidence seigneuriale de Graboszyce. dans le district de Wadowice. Cet édifice en pierre date du XVI-e siècle. Il fut construit vers 1580 par Denis Brandys. courtisan du roi. La distribution générale et quelques détails sont encore dans un état de conservation parfaite. D'après le caractère général des bâtiments, il est permis de supposer que les plans en furent dessinés par un des architectes italiens qui séjournaient alors à Cracovie. car ce château est fort différent des demeures nobles polonaises de la même époque. A l'extérieur il a l'aspect d'une forteresse et un fossé l'entoure; mais à l'intérieur c'est une habitation commode, un palais de la Renaissance plutôt qu'un manoir féodal.

M. Marcel Nałęcz Dobrowolski parle du château de Chocim. Il fait ressortir l'importance de ce superbe édifice au point de vue archéologique; à ce propos. il confirme l'hypothèse de Korzon et de Czołowski d'après laquelle le manoir fut élevé au cours de la campagne de Casimir-le-Grand en Orient. L'appareil des murs semble corroborer cette assertion. Chocim remonte à une haute antiquité: Au XII-e siècle c'était une factorerie génoise. Plus tard sa position sur la frontière lui fit jouer un rôle marquant. non seulement dans l'histoire de la Pologne, mais encore dans celle de l'Europe orientale. Ajoutons que les murs mi-brique et mi-pierre de taille et les „maswerk“ ont le caractère cracovien.

A la fin de la séance, M. Sokołowski soumet à la Commission une série de photographies d'objets d'art arméniens et de monuments de Léopol. Ces photographies sont dues à M. Teodorowicz.

---

7. Posiedzenie Komisyi do badania historyi sztuki w Polsce z dnia 21-go marca 1907 r. ***(Compte rendu de la séance de la Commission de l'histoire de l'art en Pologne du 21 mars 1907).***

Le secrétaire donne lecture des procès-verbaux des trois dernières séances de la section de la Commission à Léopol. M. Sokołowski soumet à la compagnie quelques photographies fort intéres-

santes d'une sculpture romane qui se trouve à Goślice, près d'Ossolin, dans la contrée de Sandomir. Cette sculpture, exécutée sur pierre, représente une Madone avec l'Enfant Jésus. M. Sokołowski résume ensuite deux communications faites par M. Adolphe Szyszko Bohusz au sujet de l'église de S. Procope à Krzcięcice, non loin de Jędrzejów, et du château d'Ogrodzieniec. L'église de Krzcięcice est un petit édifice gothique du type mazovien. Elle fut construite au XVI-e siècle, ainsi que l'atteste une plaque commémorative, par un certain Albertus murator qui ne nous est pas autrement connu, et qui, très vraisemblablement, était originaire de Cracovie. La seconde communication de M. A. Szyszko Bohusz concerne, comme nous venons de le dire, le château d'Ogrodzieniec. Ce manoir des Boner, construit pendant la première moitié du XVI-e siècle, n'était pas tant une forteresse, qu'une superbe demeure seigneuriale. Il se composait de trois parties, construites sur trois rochers calcaires distincts, de hauteur variée. De ce magnifique édifice il ne reste plus aujourd'hui que d'immenses ruines monumentales. Ce mémoire est illustré par de nombreuses vues photographiques et des plans architectoniques.

M. Marcel Nałęcz Dobrowolski soumet à la Commission une série de photographies reproduisant des tableaux qui se trouvent au couvent et dans l'église des Récollets à Cracovie. Il s'agit d'un Enfant prodigue et d'une Marie Madeleine de Stachowicz, d'un Miracle de S. Antoine, oeuvre d'un artiste inconnu du XVIII-e siècle, enfin d'un portrait de S. Casimir, peinture de premier ordre du XVII-e siècle, accusant un caractère italien très prononcé. Au sujet de l'époque et de l'attribution de ces deux derniers tableaux s'élève une discussion animée à laquelle prennent part MM. Sokołowski, Léonard Lepszy et Julien Pagaczewski. En dernier lieu, le secrétaire présente le résumé d'un mémoire de M. Joseph Smoleński sur un cliché de gravure sur cuivre du XVII-e siècle, représentant une allégorie à propos de la guerre de la Pologne contre les Turcs.

---

8. OSWALD BALZER. „*Corpus iuris Polonici.* **Sectionis primae, privilegia, statuta, constitutiones, edicta, decreta. mandata, regnum Poloniae spectantia comprehendentis, Volumen III, annos 1506–1522 continens, typis mandavit, adnotationibus instruxit Osvaldus Balzer".** Cracoviae 1906. 4-o, pag. LXII + 796.

Das vorliegende Volumen bildet den Anfang der von der Akademie der Wissenschaften in großem Maßstabe geplanten Publikation, die in einer stattlichen Reihe von Bänden die Denkmäler des polnischen Gesetzesrechts enthalten soll, von den ältesten Zeiten angefangen bis zum Untergang des polnischen Reiches. Dem Begriff des Gesetzesrechts wurde dabei eine weitgehendere Bedeutung beigelegt: es umfaßt nicht nur die Gesetze im engeren Sinne, d. h. die Statuten und Konstitutionen der Reichstage. sondern auch die königlichen Privilegien. Edikte. Dekrete und Mandate, und zwar nicht nur aus jenen Zeiten, da die Gesetzgebungsgewalt ausschließlich in der Hand der Könige ruhte, sondern auch aus der späteren Zeitperiode, da sich die Reichstage als besonderes gesetzgebendes Organ entwickelt hatten.

Die früheren umfangreichen Sammlungen der Denkmäler des polnischen Gesetzesrechts, vor allem die beiden wichtigsten: das so genannte *Statut Łaskis* vom Jahre 1506 und die *Volumina Legum* v. J. 1732—1784 (8 Bände), können den Anforderungen der Wissenschaft nicht vollkommen gerecht werden. Sie beschränken sich vor allem nur auf die Denkmäler des Gesetzesrechts in der engeren Bedeutung des Wortes. und auch diese sind dort keineswegs erschöpft; ein überaus reicher Vorrat an königlichen Verordnungen, sowohl Edikte als auch Mandate u. ä. enthaltend, sind in ihnen unberücksichtigt geblieben. Die in diesen Publikationen angeführten Texte sind sehr häufig verdorben, nicht authentisch, durch zahlreiche Druckfehler entstellt; oft ist ein einheitliches Gesetz hier in angeblich zwei besondere getrennt, oder umgekehrt sind zwei besondere Gesetze zu einem angeblich einheitlichen Ganzen verbunden. Die Proben neuerer kritischer Ausgaben der Denkmäler des polnischen Gesetzesrechts, vor allem zwei: Bandtkes *Ius Polonicum* (1831) und Helcels *Die ältesten Denkmäler des polnisches Rechts* (B. I., 1856), beschränkten sich ausschließlich auf die Periode des Mittelalters, aber auch diese Proben haben das ganze mittelalterliche Material

nicht erschöpft; was die Denkmäler des neueren Gesetzesrechts (vom XVI. Jahrh. angefangen) anbetrifft, wurde bis jetzt keine Arbeit unternommen, die sich die systematische Veröffentlichung derselben als Ziel gesteckt hätte. Somit war also in Hinsicht auf die mittelalterlichen Denkmäler in gewissem Maße, in Hinsicht auf die Denkmäler der Neuzeit aber in bedeutend höherem Grade das Bedürfnis vorhanden, eine neue, kritische und erschöpfende Publikation vorzunehmen, die das ganze diesbezügliche Material streng wissenschaftlich zu verarbeiten und an den Tag zu fördern hätte, um es den Forschern zugänglich zu machen.

Dieser Aufgabe soll vorliegende Publikation gerecht werden. Sie wird in zwei umfangreiche Teile zerfallen, deren erster die Gesetze von Kron-Polen, der zweite die Gesetze Litauens enthalten soll. Beide Teile werden in eine bestimmte Anzahl besonders numerierter Bände zerfallen, deren jeder eine gewisse, streng abgeschlossene, durch den Umfang des Materials bedingte kleinere oder größere Zeitperiode umfassen wird. Im ersten Teile (den Gesetzen von Kron-Polen) wurden die beiden ersten Bände für die Denkmäler des polnischen Gesetzesrechts im Mittelalter bis zum Jahre 1506 vorbehalten, die später andere Herausgeber edieren sollen; der vorliegende und der Reihe nach dritte, zuerst herausgegebene und von Prof. O. Balzer bearbeitete Band, setzt eben mit dem Jahre 1506 ein und umfaßt die Zeit des Interregnums nach dem Tode des Königs Alexander, ferner die ersten sechzehn Regierungsjahre Sigismunds des Ersten bis zum Schlusse des Jahres 1522. Die weiteren zwei Bände (IV und V) sind im Ganzen bereits vorbereitet und werden die Zeit bis zum Tode Sigismunds des Ersten (1548) umfassen.

Vorliegender Band stützt sich auf eine möglichst erschöpfende Ausbeutung des ganzen handschriftlichen und gedruckten Materials, das sich bis auf unsere Zeiten erhalten hat. Das handschriftliche Material wurde aus 31 Archiven und 28 öffentlichen und Privat-Bibliotheken gesammelt, die über das Territorium der ganzen früheren Republik und teilweise auch außerhalb ihrer Grenzen zerstreut sind; das gedruckte Material strebte man ebenfalls mit möglichster Genauigkeit zu sammeln und mit den handschriftlichen Texten zu vergleichen. Größtenteils gelang es, die ursprünglichen amtlichen Texte aufzufinden, sei es als Expeditionen der königlichen Kanzlei, sei es wenigstens in amtlichen Konzepten, die in besonders großer Anzahl in den Büchern der Kronmatrikel aufbewahrt

sind. Auf dieser Grundlage konnte man die Texte der Denkmäler in dem ursprünglichen authentischen Wortlaut wiedergeben, der. was die vordem im Druck veröffentlichten Denkmäler anbetrifft, sich in vielen Fällen von den bisher bekannten Texten unterscheidet. Wir wollen uns mit einem Beispiel begnügen: man kann konstatieren, daß fast alle Denkmäler des Gesetzesrechts aus der Zeit Sigismunds. wie sie die *Acta Tomiciana* enthalten. daselbst in späteren. oft sehr weitgehenden stilistischen Umarbeitungen Górskis aus der zweiten Hälfte des XVI. Jahrhunderts angeführt wurden; gegenwärtig ließ sich, fast in allen Fällen, der ursprüngliche Text aller dieser Akten auf Grund neu gefundener amtlicher Quellen wiederherstellen.

Im ganzen umfaßt der vorliegende Band 274 Akten; beinahe die Hälfte dieser Denkmäler war bisher vollständig unbekannt und es befinden sich unter ihnen zahlreiche Akten von erstgradiger Bedeutung. So schon das bisher unbekannte Wahldekret Sigismunds des Ersten v. Jahre 1506. welches hier zum erstenmal im Druck erscheint. auf Grund einer Originalurkunde. die mit vielen Siegeln versehen ist (Nr. 3)[1]; ähnlich verhält es sich mit der ausführlichen Verordnung über das Krönungszeremoniell der Königin v. J. 1512 (Nr. 101). Einige vorwiegend unbekannte Akten vom J. 1507 und 1513 betreffen die Einverleibung Zators zu Polen (Nr. 25, 26, 27, 146); bei dem Jahre 1521 wird die Bestätigung der Einverleibung Preußens v. J. 1454 (Nr. 249) und bei dem Jahre 1518 ein Privilegium angeführt, das den Krakauer Bischöfen den Besitz des Fürstentums Siewierz (Nr. 205) bestätigt; schließlich wird hier auch die Schenkungsurkunde des Landes Wizna zu Gunsten der masovischen Piasten v. J. 1511 (Nr. 64) angeführt. Bedeutend ist die Zahl der königlichen Privilegien, die allgemeine Bestätigungen der Rechte gewähren. vor allem zwei. die 1507 aus Anlaß der Krönung zum König erlassen wurden; die eine für ganz Kron-Polen (Nr. 17) die zweite für die Kronstädte (Nr. 18); überdies finden wir hier die Bestätigung der Rechte der reussischen Länder v. Jahre 1521 (Nr. 260), zwei Bestätigungen der Rechte des Zatorer Landes v. J. 1507 und 1508 (Nr. 28 und 36), drei für das Land Wizna v. J. 1518 und 1519 (Nr. 199, 204 und

[1]) Gegenwärtig ebenfalls aus einer fehlerhaften Kopie veröffentlicht von Dr. Kolankowski im Dezemberheft des „Przewodnik naukowy i literacki“ 1906.

216). schließlich eine für den Dąbrownoer Kreis, der sich im Laufe des preußischen Krieges v. J. 1520 Polen ergeben hatte (Nr. 229).

Besondere Beachtung verdienen in dieser Sammlung die Texte der Reichstagsstatuten und -Konstitutionen. Sie sind ausnahmslos um einige, oft um mehr als zehn Artikel umfangreicher als die Texte. die in der amtlichen Ausgabe v. J. 1524 und in allen späteren amtlichen und Privatausgaben, die *Volumina Legum* mit einbegriffen, veröffentlicht wurden; sogar in den gemeinschaftlichen Artikeln kommen oft Redaktionsunterschiede vor. Somit gibt erst die vorliegende Publikation die ursprünglichen, authentischen Texte, die bereits in der Ausgabe v. J. 1524 Umänderungen und Abkürzungen erlitten haben. Diese Bemerkungen beziehen sich auf die bekannten Statuten aus den Jahren 1507. 1510. 1511. 1519, 1520 (Thorn) und 1520 (Bromberg), vgl. Nr. 6, 51 (in Verbindung damit das königliche Mandat, das die Reichstagsbeschlüsse inhaltlich zusammenfaßt Nr. 52, 69, 210, 228, 242). Was das Thorner Statut vom Jahre 1520 anbetrifft, gelang es zu konstatieren. daß der auf dem Reichstag ursprünglich beschlossene Text sich teilweise von dem amtlich kundgemachten unterschied; die Zusammenstellung beider Redaktionen wird in dieser Publikation angegeben. Der Text der Reichstagskonstitutionen vom J. 1522, der den früheren Sammlungen vollständig unbekannt war und vor einigen Jahrzehnten in der wenig beachteten Publikation Huberts veröffentlicht wurde, ist hier nach der Eintragung in die Kronmatrikelbücher angegeben (Nr. 261). Aus diesen rührt auch das bisher unbekannte, aus cca 40 Art. zusammengesetzte königliche im Reichstage 1508 erflossene Responsum her (Nr. 35), das den Charakter einer Reichstagskonstitution darstellt. Außerdem gibt vorliegende Publikation eine ganze Reihe spezieller auf den Reichstagen erlassener und vorwiegend ebenfalls noch nicht veröffentlichter Konstitutionen an, die ihrem Inhalt entsprechend in den weiteren Gruppen angeführt werden sollen. Von großer Tragweite sind auch zwei umfangreiche und spezielle Beschlüsse der Generallandtage in Korczyn und Koło vom J. 1513, die eine prinzipielle Änderung der Kriegspflicht des Adels anordnen und die ebenfalls bis jetzt noch nicht bekannt waren (Nr. 133 und 134). Besonders reich ist die Ausbeute, welche die Publikation in Bezug auf die preußischen Länder bietet. Drei große Sammlungen preußischer Konstitutionen aus den Jahren 1506, 1511 und 1521, jede aus zahlreichen Artikeln be-

stehend, darunter zwei vollständig unbekannte und eine vordem von Maciejowski teilweise fehlerhaft veröffentlichte, sind in dem vorliegenden Bande (Nr. 2, 79 und 247) enthalten. Auf die schon in jener Zeit in Reichstagsversammlungen erörterte Frage der Kodifikation des polnischen Rechtes bezieht sich das Mandat an die Wojewoden vom J. 1513 betreffend die Aufzeichnung des Gewohnheitsrechtes (Nr. 128).

Die Organisation und den Wirkungsbereich der Behörden in Polen betreffen einige Akten, die vorwiegend bis jetzt noch nicht veröffentlicht waren. Interessant ist das Dekret vom J. 1510 über die Amtsbefugnis der Kastellane, das unter ihnen zwei Gruppen unterscheidet: solche, die *curam et administrationem terrestrem* führen, und andere, die sie nicht verrichten (Nr. 58); ebenso das Dekret über die Einkünfte der Landbeamten v. J. 1507 (Nr. 12). Das bekannte Privilegium vom J. 1519, daß preußische Würdenämter nur preußischen Eingeborenen erteilt werden sollen, erscheint hier in einem korrekteren Text, als in den bisherigen Ausgaben (Nr. 220). Die verhältnismäßig zahlreichsten Akten beziehen sich auf die Feststellung der Starostengewalt, so vor allem zwei Mandate vom Jahre 1507 und 1511, die den Starosten zur Pflicht machen, während der Abwesenheit des Königs über den Landfrieden zu wachen (Nr. 24 und 77), und das Dekret über die Jurisdiktion der Starosten Personen gegenüber, welche Steuern verweigern, vom Jahre 1507 (Nr. 22); am wichtigsten in der Reihe dieser Akten ist die ausführliche Reichstagskonstitution v. J. 1512 über die Amtsbefugnis der Grodstarosten (Nr. 125). Unter den das Gerichtswesen betreffenden Akten sind zwei Dekrete vom J. 1509 und 1519 hervorzuheben, welche die Übertragung der Landgerichte von einem Ort an einen anderen verfügen (Nr. 47 und 218), das Mandat vom J. 1519, das die Abhaltung der Gerichte zu einer entsprechenden Zeit empfiehlt (Nr. 219), und das Dekret vom J. 1509, das sich auf die Einziehung des *memoriale* im Lande Rawa bezieht (Nr. 46). Nähere Beachtung verdienen zwei Mandate v. 1507 und 1512, welche die Kompetenz der Gerichte in Sachen der Annahme von Güterauflassungen bestimmen (Nr. 23 und 114). Auf Rittergüter beziehen sich überdies andere Akten: so zwei königliche Mandate vom J. 1514 über die Revision der Güterprivilegien des podolischen Adels (Nr. 147 und 152), die Verbürgung vom J. 1518, daß der König in gewissen Bezirken Podoliens keinen Landbesitz aus den Händen

des Adels abkaufen wird (Nr. 188), schließl ch das Dekret vom J. 1510 betreffend die Verjährung des Gutsbesitzes in Podolien und Halicz (Nr. 124).

Mit der Frage der Erhaltung der öffentlichen Sicherheit befaßt sich eine Reihe anderer Akten. Der Bedeutung nach tritt hier in den Vordergrund die bisher unbekannte umfassende Reichstagskonstitution vom J. 1512 *de praedonibus et grassatoribus*, die in Rücksicht auf den Inhalt ihrer Beschlüsse besondere Beachtung verdient (Nr. 124); ihr reihen sich zwei ausführliche Verordnungen von 1519 und 1522 über die Unterdrückung des Raubwesens in Podolien an, die auf Rechtsgrundsätze gestützt sind, welche tief in die Vergangenheit zurückreichen (Nr. 213 und 272); sachlich verbindet sich mit ihnen das königliche Mandat vom Jahre 1522 über die Unterdrückung des Raubwesens in den preußischen Ländern (Nr. 271). Mit Totschlag besonders befaßt sich das Mandat vom J. 1510 (Nr. 60), neben dem noch das interessante Amnestiedekret für Mörder zu erwähnen ist, das aus Anlaß der königlichen Hochzeit im Jahre 1512 erlassen wurde (Nr. 102).

Reichhaltig ist die auf Kriegs- oder Militäreinrichtungen jener Zeit bezugnehmende Aktengruppe. Von angestrengten Bestrebungen nach einer dauernden bzw. zeitweiligen Militärreform zeugen vier umfangreiche Verordnungen über die Reichswehr v. 1511, 1514, 1515 und 1518 (Nr. 76. 149. 170. 194), an die sich eine ebensolche Verordnung betreffend die Landwehr von Reußen v. J. 1520 reiht (Nr. 232). Im Zusammenhang mit diesen Akten steht die Verbürgung, die der König dem Adel im J. 1513 gab, als die neue Reichswehrordnung beschlossen worden war (Nr. 137), und zwei andere v. 1510 und 1511 infolge des walachischen Kriegszugs, zu dem der Adel nicht verpflichtet gewesen war (Nr. 53 und 70). Prinzipielle Bedeutung hat die Konstitution vom J. 1515, welche verfügt, daß eine neue Reichswehrordnung nicht ohne Reichstagsbeschluß erlassen werden darf (Nr. 165); im Zusammenhange damit steht die Verbürgung vom J. 1520 infolge des von dem König ohne Einhaltung dieser Bedingung veranstalteten Kriegszuges nach Preußen (Nr. 240). Den Charakter von Durchführungsverordnungen zu den oben erwähnten Gesetzen über die Reichswehr trägt eine Reihe von Mandaten von 1507 und 1513 über die Konskription und Taxation des Adels (Nr. 14. 15. 135. 136. 143. 145); auf die teilweise Befreiung des Adels von der Beteiligung an dem öffent-

lichen Aufgebot beziehen sich drei Akten von 1509, 1520 und 1522 (Nr. 44. 238. 273). Dagegen droht das bisher unbekannte Statut des Bromberger Reichstages vom Jahre 1520 mit schweren Strafen denjenigen, die das Lager verlassen (Nr. 239). Minder wichtige Fragen aus dem Bereiche der Militäreinrichtungen betrifft die Konstitution vom J. 1519 über das bei der Abschätzung des Schadens, den das Heer während des preußischen Krieges angerichtet hatte, zu beobachtende Verfahren (Nr. 222), wie auch das seinem Inhalte nach interessante Dekret vom J. 1518 über die Art der Auslösung der abgejagten Tartarenbeute (Nr. 195). Von besonderer Wichtigkeit dagegen sind drei umfangreiche und ausführliche, hier zum erstenmale veröffentlichte Akten: die Verordnung über die Machtbefugnis des Hetmans der Mietstruppen, verbunden mit einer Kriegsdisziplinordnung vom J. 1521 (Nr. 245), außerdem zwei *senatus consulta* v. J. 1509, das eine über die bei dem Durchmarsch des Heeres einzuhaltende Ordnung, das andere über die Kriegsdisziplin (Nr. 48 und 49).

Am reichsten in der ganzen Sammlung ist diejenige Aktengruppe vertreten, die das damalige Finanzwesen betrifft. Auf die Verwaltung der königlichen Güter beziehen sich: das Mandat über die Revision derselben in Preußen vom Jahre 1511 (Nr. 86), ergänzt durch das Verbot des Waldfrevels (Nr. 87). Auf die Regulierung der rechtlichen Ansprüche auf die Einkünfte von den Krakauer Salzbergwerken beziehen sich zwei Mandate vom J. 1507 (Nr. 31 und 32). Besondere Aufmerksamkeit wandte die damalige Regierung auf die Burgen und Schlösser, teils in Kron-Polen, so z. B. in dem Mandat vom J. 1512, das den Wiederaufbau der Przemyśler Burg betrifft (Nr. 118), vor allem aber in Preußen, wo zu wiederholtenmalen, besonders in den Jahren 1514 und 1515 eine Revision der Burgen angeordnet und angesichts der drohenden Gefahr von Seite des Deutschen Ordens anempfohlen wurde, dieselben mit Proviant, Waffen und Munition zu versehen (Nr. 154. 160. 163. 174). Zum Gegenstand besonderer Fürsorge wurde vor allem Marienburg; drei aufeinanderfolgende Verordnungen von 1512, 1515 und 1521 regelten genau die dortigen Verhältnisse (Nr. 107. 179. 259); die beiden letztgenannten sind hier zum erstenmale veröffentlicht und verdienen sorgfältige Beachtung sowohl in Hinsicht auf ihren Inhalt, als auch auf die Ausführlichkeit der Satzungen. Im Zusammenhang damit sind hier drei eben-

falls ausführliche Ordnungen des Marienburger Werders aus den Jahren 1514. 1519 und 1522 zu erwähnen, welche die rechtlichen Verhältnisse der dortigen Bevölkerung, besonders aber deren Pflichten der Burg gegenüber, bestimmen (Nr. 162. 221. 262).

In dem Bereich des Münzwesens tritt ihrer Bedeutung nach die umfangreiche Münzordnung vom J. 1507 in den Vordergrund, die bisher aus dem nur unvollständigen Text, den Zagórski veröffentlicht hat, bekannt war (Nr. 21). Zwei Urkunden von 1515 und 1519 stellen den Wert der litauischen Münze in Kronpolen fest (Nr. 171 und 214), vier andere verbieten den Umlauf gewisser fremder Münzen in Polen, und zwar eine vom J. 1522 den Umlauf der preußischen (Nr. 206), die drei übrigen von 1518, 1521 und 1522 den Umlauf der Schweidnitzer Münze (Nr. 200. 246. 274).

Besonders reichhaltig sind Akten, die sich auf die Erhebung von Steuern beziehen. Für den durch den vorliegenden Band erschöpften Zeitraum liegen sämtliche Reichstagsbeschlüsse über die Vierdungsteuer aus den Jahren 1507, 1510, 1511, 1515, 1517, 1518, 1519 und 1522 (Nr. 8. 54. 65. 166. 187. 192. 211. 223 und 264), sowie auch über das Zapfengeld von 1507, 1511, 1513, 1518, 1519 und 1522 (Nr. 11. 66. 138. 193. 212. 265) vollständig vor. Eine andere Art von Steuern betreffen zwei Beschlüsse über die städtische Schoßsteuer von 1507 und 1513 (Nr. 10 und 139), einer über die Erhebung des vierten Teiles des Gutszinses im J. 1507 (Nr. 9) und einer über die sogenannte Kriegssteuer (*bellicalia*) vom J. 1508 (Nr. 34). Besondere Beachtung verdient der große, aus über 200 Artikeln zusammengesetzte Bromberger Reichstagsbeschluß vom J. 1520 über die Erhebung der Kopfsteuer, der bisher nur aus einer bei Przyłuski vorkommenden Umarbeitung bekannt war, eine Quelle von eminenter Wichtigkeit nicht nur für die Geschichte des Finanzwesens, sondern auch für die Erkenntnis der sozialen Gliederung und der wirtschaftlichen Verhältnisse des damaligen Polens (Nr. 241). In engem Zusammenhang mit diesem Rundschreiben stehen die königlichen Mandate aus demselben Jahre, welche die Durchführung einer allgemeinen Volkszählung in ganz Polen anordnen, eine der frühesten Proben nach dieser Richtung im ganzen damaligen Europa (Nr. 243). Außerdem sind in der Publikation einige, die Steuererhebung in Preußen betreffende Gesetze v. 1510, 1519 und 1520 angeführt (Nr. 57. 226. 235). Besonders wichtig sind zwei Verordnungen vom J. 1512, in denen

der König, dem Beschluß der Generallandtage zuwider, eigenmächtig die Einziehung von Steuern nach einem geänderten, für den Staatsschatz vorteilhafteren Steuersatz anbefiehlt (Nr. 110 und 111). Im Zusammenhang mit diesen Steuerbeschlüssen der Reichstage stehen die Verbürgungen, die von dem König infolge der Steuerbewilligung ausgestellt wurden, sei es zu Gunsten der Stände überhaupt wie im J. 1507 (Nr. 13), sei es speziell zu Gunsten des geistlichen Standes, so in den Jahren 1507 und 1514 (Nr. 30. 156). Eine nähere Erklärung der Steuergesetze enthalten entweder die Reichstagsbeschlüsse über die Art der Erhebung der Steuern, vor allem ein ausführlicher Beschluß vom J. 1519 (Nr. 225), oder umfangreichere Instruktionen und Informationen, die an die Steuereinnehmer gerichtet wurden, auf welche Weise sie die Steuern einziehen sollten, so aus den Jahren 1510, 1512, 1513, 1515 und 1520 (Nr. 63. 113. 140. 167. 168. 233). Ein königliches Mandat v. J. 1511 verfügt die Einsetzung besonderer geistlicher Steuereinnehmer für die Eintreibung der Steuern von den Kirchengütern (Nr. 67), zwei andere Mandate von 1514 und 1515 gewähren dem Adel gewisser Länder zeitweilige Entlastung vom Rauchfangsgeld (Nr. 164 und 172). Zu den hierher gehörenden Akten kann schließlich noch die interessante, bisher unbekannte Verordnung über die königliche Fuhrfron vom J. 1508 gezählt werden (Nr. 37).

In einem weiten Rahmen entwickelte sich in dieser Zeit auch die Zollgesetzgebung. Den Hauptantrieb dazu gab die Zollreform, die zu Anfang der Regierungszeit Sigismunds des Ersten durch Einführung des sogenannten neuen Zolles durchgeführt wurde. Deswegen befaßt sich außer der Konstitution vom J. 1509, welche den alten Zoll betrifft (Nr. 45), auch die vorwiegende Mehrzahl der hierher gehörigen Akten vor allem mit dem neuen Zoll, worunter eine ganze Reihe besonderer, bisher unbekannter Reichstagskonstitutionen, so von 1507, 1509, 1512, 1521 (Nr. 7. 20. 40. 41. 120. 255) zu nennen ist. Sehr interessant ist in Hinsicht auf die bedeutende Zahl ausführlicher Positionen der Tarif des neuen und alten Zolles vom J. 1512 (Nr. 126), wie nicht minder einige genaue Zollverordnungen und Zolltarife von 1513, 1518 und 1520 (Nr. 131. 132. 144. 203. 207. 227), die fast alle hier zum erstenmale veröffentlicht sind. Auf besondere Arten der Zölle beziehen sich vier Akten aus dem Jahre 1511 über den Wasserzoll, den Zoll auf litauisches Wachs und auf Salz (Nr. 68. 80. 82. 85). Einen

mehr lokalen Charakter hat die Verordnung über die Zölle in den Gütern des Erzbistums Gnesen vom J. 1519 (Nr. 209), ebenso die Verordnung über die Zölle und das Marktgeld in Podolien vom J. 1518 (Nr. 191).

Bedeutend ist auch die Anzahl der auf die Handelsgesetzgebung bezüglichen Akten. Die Frage der Preisfeststellung der Waren betreffen einige Konstitutionen und Mandate vom J. 1507 (Nr. 7. 16. 19); auf den Schutz der reisenden Kaufleute bezieht sich der Akt vom Jahre 1514 (Nr. 153); nähere Verfügungen über die Salzüberfuhr gibt das Dekret vom J. 1515 (Nr. 180). Das Salz, insofern es aus dem Auslande stammte, gehörte zu denjenigen Waren, deren Einfuhr nach Polen in gewissen Zeitperioden verboten wurde, so in den Jahren 1508, 1514 und 1521 (Nr. 38. 39. 148. 250); selbst das einheimische Salz, das in gewissen Ländern Polens gewonnen wurde, konnte in andere nicht eingeführt werden, so z. B. nach den Verordnungen vom J. 1522 das russische Salz nach Masovien und dem Lubliner Land (Nr. 267. 268). Mit dem Verbot der Salzzufuhr stehen die Edikte über die Amtsbefugnis und den Wirkungskreis der sogenannten *custodes salis* von 1511 und 1521 in Verbindung (Nr. 91 und 257). Das Mandat vom J. 1521 verbietet die Einfuhr mancher Gattungen ausländischen Bieres (Nr. 253), ein anderes hingegen vom Jahre 1514 erlaubt die Einfuhr des Teschner Bieres (Nr. 151). Sehr reichhaltig ist der Vorrat an Akten aus den Jahren 1511—1515, die den bekannten Streit Polens mit Breslau infolge des dort begründeten Stapelrechtes und das dadurch hervorgerufene Verbot, mit dieser Stadt als auch mit ganz Schlesien Handel zu führen, betreffen (Nr. 72. 73. 74. 75. 78. 81. 83. 84. 89. 90. 93. 95. 96. 99. 100. 109. 129. 175. 176. 177); ein ähnliches Handelsverbot dem Deutschen Orden gegenüber betreffen die Akten von 1518, 1520 und 1522 (Nr. 202. 230. 266. 269).

In engem Zusammenhang mit der Handelsgesetzgebung steht die Gesetzgebung über Handelsstraßen. Hierher gehört vor allem eine Reihe von Konstitutionen, Dekreten und Mandaten aus den Jahren 1507, 1511, 1512, 1513, 1514 und 1518, die sei es im allgemeinen die polnischen Handelsstraßen, sei es gewisse besondere Straßen, welche die Kaufleute benützen sollten, bestimmen (Nr. 29. 92. 104. 105. 106. 130. 141. 158. 160. 196). Besondere Beachtung verdienen einige Verordnungen von 1514, 1519 und 1520,

die bald im allgemeinen die Instandsetzung der Wege, Brücken und Dämme (Nr. 155), bald auch besonders die Erhaltung der Wege in der vorgeschriebenen Breite verfügen (Nr. 217. 236). Interessant ist auch das Dekret vom J. 1521, das für das Land Zator erlassen wurde und prinzipiell festsetzt, wer verpflichtet ist, die Kosten der Instandsetzung der Wege, die sich durch Privatbesitztum hinziehen, zu tragen (Nr. 254). Diese Aktengruppe schließt mit dem Mandat über die Verkehrsfreiheit auf öffentlichen Flüssen vom Jahre 1510 (Nr. 59).

Unter den Gesetzen, welche die Ausübung gewisser Arten des Gewerbes betreffen, enthält die vorliegende Sammlung die wichtige Bergordnung vom Jahre 1517, die bisher aus dem nicht ganz wortgetreuen Abdruck Łabęckis bekannt war (Nr. 186), außerdem zwei auf die Ausübung des Zeidlergewerbes bezügliche Dekrete vom J. 1507 (Nr. 4. 5).

Eine ganze Reihe von Akten betrifft die Ordnung verschiedener Rechtsverhältnisse des geistlichen Standes. Vor allem ist hier die Bestätigung des Privilegiums vom Jahre 1454, nach dem die Gnesener Erzbischöfe die Recht haben, die polnischen Könige zu krönen, zu erwähnen, das 1512 erlassen wurde (Nr. 121), ferner fünf Akten aus demselben Jahre, die Wahl der Bischöfe von Ermland betreffend, von denen nur ein geringer Teil und noch dazu in fehlerhaften Texten früher veröffentlicht worden ist (Nr. 115. 116. 122. 123. 127). Interessant ist das Privilegium vom J. 1515, kraft dessen der König sich verpflichtet, der polnischen Geistlichkeit nach vollständiger Auszahlung des von derselben bewilligten *subsidium* weitergehende Privilegien zu erteilen (Nr. 181). Auf die Angelegenheit, Plebejer nicht zu Kapitelwürden zuzulassen, beziehen sich zwei Akten vom J. 1516 (Nr. 184. 185), auf die Einhaltung der Klosterdisziplin ein interessantes, bisher nicht veröffentlichtes königliches Mandat vom J. 1510 (Nr. 61). Von dem Anrecht der Lemberger Erzbischöfe auf die Erhebung des Bischofspfennigs in Reußen spricht das Privilegium vom J. 1512 (Nr. 103), von dem Zehnten das Privilegium vom J. 1508 (Nr. 35). Zwei Privilegien entziehen die geistlichen Güter und die zu diesen gehörenden Untertanen der Jurisdiktion der öffentlichen Gerichte, das eine für das Bistum Płock im J. 1515 (Nr. 173), das zweite für das Krakauer Bistum im J. 1521 erflossen (Nr. 256). In ähnlicher Weise erhalten die Starosten in zwei Mandaten von

1511 und 1516 den Auftrag, die Urteile der geistlichen Gerichte gegen von der Kirche Exkommunizierte zu vollstrecken (Nr. 94. 182). Auch ist eine Bestätigung des früheren Privilegiums Jagiellos zu Gunsten der Lemberger Erzbischöfe in Sache der Bestrafung von Häretikern vorhanden, erlassen im J. 1509 (Nr. 42); drei königliche Mandate von 1520 und 1522, die die Einfuhr lutherischer Schriften verbieten (Nr. 234. 237. 263), kommen hier als erste Versuche einer gegen die Verbreitung des Protestantismus in Polen gerichteten Staatsaktion vor.

Auf das Schulwesen beziehen sich drei Akten; alle betreffen die Krakauer Akademie. Der eine, vom J. 1511, verbietet, widerrechtlich die Benefizien der Akademie in Anspruch zu nehmen (Nr. 97), die beiden anderen von 1512 und 1516 betreffen die genaue Pflichterfüllung der Professoren (Nr. 98. 183).

Verhältnismäßig wenig Akten beziehen sich auf städtische Einrichtungen. Hierher gehören zwei Privilegien für Krakau, das eine vom Jahre 1513 betreffend die Gleichstellung dieser Stadt mit dem Adel (Nr. 142) und das zweite vom J. 1518, das derselben das Recht der Beteiligung an den Reichs- und Landtagen zuspricht (Nr. 189). Ein ähnliches Dekret in Sache der Anteilnahme Danzigs an den preußischen Landtagen rührt schon vom Jahre 1506 her (Nr. 1). Beachtung verdient ein bisher unbekanntes Mandat, das dem Lemberger Stadtgericht verbietet, an Magdeburg zu appellieren (Nr. 112).

Ebenso finden sich nur wenige Akten, die sich auf die Regelung der Bauern-Verhältnisse beziehen. Nicht ohne Belang ist das Mandat vom Jahre 1514, das den königlichen Beamten die Bedrückung der Bauern in den geistlichen Gütern verbietet (Nr. 157); in dem Mandat vom J. 1518 wurde den Bauern des Sandomirer Landes verboten, in Sandomir Handel zu treiben (Nr. 197). Am interessantesten ist in dieser Gruppe das Dekret vom J. 1518, das den Bereich des Frondienstes der Bauern im Lande Wieluń bestimmt (Nr. 190) und das auf dieselben Grundsätze gestützt ist, welche zwei Jahre später das Thorner Statut bezüglich der Bauern für ganz Kronpolen fixiert hat. In Verbindung mit der Bauernfrage stehen einige Akten, welche verbieten, die Untertanen von Polen auf das Territorium eines benachbarten Staates, und umgekehrt, zu locken. Derartige Angelegenheiten mit Ungarn betrifft

ein Akt vom J. 1515 (Nr. 178), mit der Walachei zwei andere von 1510 und 1512 (Nr. 62. 108).

Die Verhältnisse der reußischen Bevölkerung regeln: das Privilegium vom J. 1509, das den Lemberger Erzbischöfen das Recht verleiht, geistliche Statthalter in Reußen zu ernennen (Nr. 43), ferner das Mandat vom J. 1511, das den ruthenischen Popen verbietet, sich behufs Erlangung der Priesterweihe nach der Walachei zu begeben (Nr. 71). Auf die Ausübung der geistlichen Gerichtsbarkeit über die Ruthenen bezieht sich das Privilegium vom J. 1509 (Nr. 50), von dem Erbschaftsverfahren nach dem Tode der Przemyśler Vladiken handelt ein Akt vom J. 1518 (Nr. 201). Nähere Beachtung verdient das Dekret vom J. 1512, das der ruthenischen Geistlichkeit das Recht unbehinderter Ausübung kirchlicher Zeremonien zuspricht (Nr. 117).

Auf armenische Angelegenheiten beziehen sich: zuerst das Mandat vom J. 1512, das den Armeniern gestattet, katholisches Gesinde zu halten (Nr. 119), ferner zwei wichtige königliche Dekrete von 1510 und 1518, die den Wirkungskreis der armenischen Gerichtsbehörden wie auch den Instanzengang in Sachen, die von denselben entschieden wurden, regeln (Nr. 56. 198). Die neue Ausgabe des großen armenischen Statuts vom J. 1519 (Nr. 215) stützte sich auf mehr als zwanzig und etliche, vorwiegend bisher nicht verwertete Handschriften; selbst der Lemberger Text, der vordem von Bischoff auf Grund der im Lemberger Stadtarchiv befindlichen Originalausfertigung veröffentlicht wurde, ist hier zum erstenmal ganz genau nach seinem Wortlaut wiedergegeben: der Text Bischoffs erwies sich an manchen Stellen als fehlerhaft. Dabei ließ sich konstatieren, daß der Lemberger Text, der bisher als der einzige amtliche galt, es nicht eben ausschließlich war. In manchen Einzelheiten bietet er die Umarbeitung eines anderen ursprünglichen authentischen Textes, der in der Kronmatrikel enthalten ist; dieser letztgenannte Text wurde in den armenischen Gemeinden einiger anderen Städte, besonders in der Kamienecer Gemeinde eingeführt. Das Interpretationsdekret zu einem der Artikel des armenischen Statuts ist zum Jahre 1521 angeführt (Nr. 258).

Sehr reich ist der Aktenvorrat, der die Regelung der jüdischen Verhältnisse betrifft. Zunächst kommt hier in Betracht ein Dekret vom J. 1522 über die Gewalt und die Amtsbefugnis jüdischer Älteren (doctores Judaeorum) in den Ländern Lublin, Chelm

und Bełz (Nr. 270). Wichtig sind die zum erstenmal veröffentlichten umfangreichen Verordnungen über den Judenzins vom J. 1519 (Nr. 208), über den jüdischen Doppel-Schoß aus demselben Jahre (Nr. 224) und über die Taxation der Juden vom J. 1521 (Nr 251). Die Ergänzung dieser Verorordnungen enthält eine Reihe von Mandaten über die Eintreibung des Judenzinses und anderer jüdischer Abgaben von 1514, 1520 und 1521 (Nr. 161. 244. 248. 252). Beachtenswert ist auch das Mandat vom J. 1518, das die Einziehung der Zölle von den Juden betrifft und gewisse Übergriffe beseitigt, die sich hier die Beamten zuschulden kommen ließen (Nr. 206).

Neben den ursprünglichen authentischen Texten der Gesetze, die in dem Zeitraum von 1506—1522 ausnahmslos noch in lateinischer Sprache verfaßt sind, sind in der Publikation die noch erhaltenen Übersetzungen mancher Denkmäler angeführt, sei es amtliche oder private, insofern sie aus einer mehr entrückten Zeitperiode (d. h. aus dem XVI., am spätesten aber aus der ersten Hälfte des XVII. Jahrh.) stammen, und zwar sowohl polnische Übersetzungen, als auch deutsche in Bezug auf einige preußische Denkmäler. Von den polnischen Übersetzungen wurden aufgenommen: die Übersetzung der Reichstagskonstitutionen vom J. 1507 (Nr. 6), ferner die Übersetzungen beider Verordnungen von 1510 und 1518 über die gerichtlichen Instanzen in Sachen der Armenier (Nr. 56. 198). Von besonderer Bedeutung ist die hier veröffentlichte Übersetzung des armenischen Statuts vom J. 1519 (Nr. 215) in zwei Redaktionen aus den Jahren 1528 und 1601. Von diesen Übersetzungen war bisher nur die zweite Redaktion (v. 1601) in zwei von Wójcicki und Barącz besorgten Ausgaben bekannt, die sich beide auf späte, sehr fehlerhafte handschriftliche Texte gestützt haben; der in der vorliegenden Publikation angeführte Text folgt der ältesten, wahrscheinlich amtlichen Handschrift. Die ältere, bisher vollständig unbekannte Redaktion vom J. 1528, erscheint hier zum erstenmale und verdient die sorgfältigste Beachtung sowohl der Philologen als auch Juristen in Hinsicht auf den kernigen, in vielen Beziehungen archaistischen Charakter der Sprache und auf die zutreffende Rechtsterminologie. Gleichzeitige deutsche Übersetzungen sind den Akten über das Handelsverbot mit dem Orden vom J. 1519 (Nr. 202), über die Verleihung von Würden an preußische Eingeborene vom J. 1519 (Nr. 220) und überdies der im J. 1521 erflossenen Bestätigung des Einverleibungsprivilegiums Preu-

ßens vom J. 1454 (Nr. 249), beigeschlossen. Die Texte der polnischen sowie auch der deutschen Übersetzungen sind, ähnlich wie die lateinischen, in die heutige Rechtsschreibung übertragen, selbstverständlich mit Beibehaltung aller Eigentümlichkeiten der damaligen Sprache.

Jeder der in der Publikation veröffentlichten Akten ist mit einleitenden Erklärungen versehen, welche die genaue Zusammenstellung und Beschreibung des handschriftlichen Materials, auf das sich diese Ausgabe gestützt hat, wie auch der früheren Ausgaben desselben, insoweit sie vorhanden sind, angeben. Je nach Bedürfnis verbinden sich mit ihnen: die Erklärung des gegenseitigen Verhältnisses der einzelnen Texte, die Bestimmung der Zeit, in welcher der Akt erflossen, und des Ortes, wo er ausgestellt ward, die Kritik der Authentizität u. ä. In diesen einleitenden Anmerkungen werden auch häufig manche Akten verwertet, die mit den veröffentlichten Denkmälern in Verbindung stehen, ihres Charakters wegen aber nicht geeignet waren, wortgetreu in die Publikation selbst aufgenommen zu werden. Solcher oft inhaltlich sehr wichtigen und interessanten Akten sind 142 in den einleitenden Anmerkungen einer Prüfung unterzogen worden; vorwiegend waren sie bisher nirgends veröffentlicht worden.

Die Publikation schließt mit einer Reihe von Registern ab. An der Spitze steht ein Personen- und Ortsnamenregister; die Ortschaften sind hier nach der früheren administrativen Einteilung Polens (Wojwodschaften und Bezirke) näher bezeichnet. Eine Ergänzung zu diesem Index bildet ein Register der Würdenträger und Beamten, zuerst je nach den Würden und Ämtern und darauf nach den Örtlichkeiten angeordnet. Sodann folgt ein Sachregister, das möglichst genau bearbeitet und durch ein besonderes Verzeichnis der in der Publikation vorkommenden polnischen Ausdrücke, die sich hauptsächlich auf die damalige Rechtsterminologie beziehen, ergänzt ist.

9. W. KĘTRZYŃSKI. **O dokumentach Mendoga, króla litewskiego.** (***Die Urkunden des Königs Mindowe von Litauen.*** † 1263).

Wenn man den von König Mindowe für den deutschen Orden in Livland angeblich ausgestellten Urkunden und dem Berichte der livländischen Reimchronik Glauben schenken wollte, müßte man annehmen, daß Mindowe auf Zureden des Landmeisters von Livland Christ geworden, daß die Bemühungen des Ordens den Papst bewogen hätten, Mindowe zum König krönen zu lassen und Litauen als Eigentum des heiligen Petrus in seinen persönlichen Schutz zu nehmen.

Diese Darstellung entspricht durchaus nicht den päpstlichen Bullen, der einzigen gleichzeitigen Quelle, und der Politik des Ordens.

Für letztere ist maßgebend das große Privileg Kaiser Friedrichs II. aus dem Jahre 1245, das, wenn echt, auf Verlangen des Hochmeisters Heinrich von Hohenlohe ausgestellt wurde und das Programm enthält, das der Orden in Betreff Litauens befolgen wollte. Der Orden wollte Litauen für sich erwerben und schloß sich deshalb der Koalition an, die 1249 gegen Mindowe entstanden war. Als infolgedessen Mindowe sich bereit erklärte, das Christentum anzunehmen, war das ein geschickter Schachzug, der die Pläne des Ordens durchkreuzte und ihn nötigte, die Koalition zu verlassen und auf Mindowes Seite überzutreten. Die Annahme des Christentums durch Mindowe und seine Taufe geschahen durchaus nicht auf den Wunsch des Ordens.

Nach seiner Taufe vermied Mindowe alles, was auch nur den Anschein erwecken konnte, als ob er vom deutschen Orden abhängig wäre.

Nicht der Orden, sondern Mindowe sendete 1251 eine Gesandtschaft an den Papst mit der Bitte, welche den Interessen des Ordens durchaus zuwider war, er möchte ihn als Sohn der römischen Kirche und sein Reich als Eigentum des heiligen Petrus anerkennen. Der Papst willfahrte nicht nur diesem, sondern ging noch einen Schritt weiter, indem er Mindowe den Königstitel zuerkannte und dem Kulmer Bischofe den Auftrag erteilte, ihn zum Könige zu krönen und in Litauen einen Bischof einzusetzen, der nur vom päpstlichen Stuhl abhängig sein sollte. Dessenungeachtet erfolgte

die Krönung erst zwei Jahre später, woran die Schuld wohl nicht an Mindowe lag. Auch die Begründung des litauischen Bistums stieß auf Hindernisse; Mindowe mußte sich aufs neue in dieser Angelegenheit an den Papst wenden, der den preußischen Erzbischof beauftragte, die Sache zu erledigen. Der Bischof wurde nun eingesetzt, aber auf den Namen des Erzbischofs vereidigt. Dies wollte jedoch der König nicht; auf seine Bitte wurde der Eid des Bischofs für nichtig erklärt und sein Bistum dem Papste unterstellt.

Wenn nun die für den Orden von Mindowe angeblich ausgestellten Urkunden alle Verdienste in Betreff der Bekehrung und Krönung dem Orden zuschreiben, so folgt daraus, daß sie von Mindowe nicht gegeben worden sind, da ihr Inhalt der Wahrheit nicht entspricht. Das bezieht sich im allgemeinen auf die Urkunden von 1253, 1255, 1259 und 1260.

Die Einzeluntersuchung ergab folgende Resultate:

1) Die Urkunde für Riga aus dem Jahre 1253 ist jedenfalls nur der Entwurf eines Privilegs, das von Mindowe nicht legalisiert worden ist.

2) Die große Schenkungsurkunde für den deutschen Orden vom Juli 1253 wird allgemein für echt gehalten, wobei man jedoch, von Bunge irregeführt, ihr Verhältnis zu der von Raczyński im Cod. Lit. gedruckten Urkunde von 1257 außer Acht gelassen hat, da in letzterer keineswegs, wie Bunge behauptet, ein Irrtum in der Jahreszahl, sondern eine selbständige Ausfertigung vorliegt. Das Transsumpt aus dem Jahre 1352 beschreibt das Original, dem ein Siegel des Königs Mindowe angehängt war. Es bestehen also für die betreffende Länderschenkung zwei Originale. Wenn wir diese miteinander vergleichen, so kann es keinem Zweifel unterliegen, daß der Text von 1257 der ursprüngliche ist, da er weniger gibt; der Text von 1253 ist eine Neubearbeitung, welche man vielleicht mit Recht ins Jahr 1253 zurückverlegte und als Zeugen solche Personen hinzufügte, welche bei der Krönung des Königs anwesend gewesen waren. Den Text erweiterte man durch einen Satz, in welchem der König sich als Vasall des Ordens bekannte, was durchaus nicht nach seinem Sinne gewesen.

In dieser Urkunde verschreibt Mindowe dem Orden zur Hälfte oder ganz Rosienie, Betygola, Laków, Eiragoła, Weradów (Niderowe = Uiderowe), Kroże, Korszów (heute Abelin), Kolajne an der Memel bei Jurbork und Kolniany, Poniemoń südlich von Kowno

an der Memel, Wangen daselbst zwischen Preny und Dorsuniszki, Dojnowo zwischen Oletzko und Rajgród, Wizajny (Weyze) und Wiejsieje (aliud Weyze).

Ob dies alles der König dem Orden verliehen hat, ist fraglich; sicher ist nur, daß dieser ganz Wangen und Korszów, zur Hälfte Dojnowo und Rosienie erhielt, wie das aus der Bestätigung des Papstes Innozenz IV. vom 21. August 1253 zu ersehen ist. Auch mit dieser Bulle läßt sich das Datum der Urkunde vom Juli 1253 nicht in Einklang bringen, da die Zwischenzeit zwischen beiden zu kurz ist.

Der Orden legte übrigens dem Papste keine Schenkungsurkunde vor, sondern berichtete ihm nur darüber. Da, wie wir oben schon bemerkt, der erste Text der Urkunde erst aus dem Jahre 1257 stammen kann, der Text von 1253 also noch jünger ist, so folgt wohl daraus, daß der Orden überhaupt keine Urkunde erhielt, sondern daß die erwähnte Schenkung mündlich erfolgte.

Die Urkunde von 1253 ist datiert „in Lettowia“, die auf derselben basierende von 1260 „Lettowiae in curia nostra“; da dieselben nur abschriftlich erhalten sind, so ist anzunehmen, daß statt Lettowia „Lecovia“ d. h. Laków zu lesen ist; der Hof des Königs befand sich jedoch nicht in Laków selbst, sondern auf dessen Gebiet in Utury, das die russischen Quellen Woruta anstatt Wotura nennen; ein Wall, der von Utury über Laków bis Paszkajcie geht, umgrenzt in Verbindung mit dem vorbeifließenden Flusse Łukna das Territorium der damaligen Hauptstadt des litauischen Königreichs.

3) Am 12 März 1254 verleiht Mindowe dem neubegründeten litauischen Bistum die Hälfte von Rosienie, Betygoła und Laków. Es ist wohl die einzige vom König selbst ausgestellte Urkunde.

4) 1255 schenkt König Mindowe dem deutschen Orden in Livland das Land Selen. Die Schenkung ist im Original erhalten und mit einem Königssiegel versehen. Die Schrift gehört dem XIII. Jahrhundert an. Es fällt auf, daß, obgleich die Urkunde selbst sehr gut und die Oberfläche des Siegels nicht übel erhalten sind, dennoch der ganze Rand des Siegels mit der Umschrift verschwunden ist, so daß oben nur noch das Kreuz und Überreste eines Buchstabens, die ein M oder SI darstellen, sichtbar sind. Nach dem Transsumpt von 1393 soll die Umschrift „Myndouwe dei gra rex Litowie“ gelautet haben. Dem Transsumpt aber fehlt das Siegel, also auch die Beglaubigung. Es kann keinem Zweifel unterliegen,

daß der Rand absichtlich abgebrochen worden ist, woraus gefolgert werden muß, daß das Siegel nicht das des Königs Mindowe gewesen, daß also auch die Urkunde nicht von ihm herrührt, sondern eine Fälschung ist.

Der Text ist in seinem Anfange eine freie Bearbeitung der Urkunde von 1253 und hat bereits in der Einleitung seine Würdigung gefunden.

Das Land Selen ist erweislich schon seit 1219 im Besitz des livländischen Bistums und 1254 schon teilweise wenigstens im Besitz des Ordens gewesen, da der Papst demselben Selen und Meddene bestätigt. Der König konnte also dem Orden doch nicht das schenken, was derselbe und der Bischof ohnehin schon seit lange besaßen.

Selen lag zwischen Friedrichsstadt und Jakobsstadt, Meddene am Niemenek und Wesit, in ihrer Nähe auch Malejsine und Towraxe; Pelone ist nicht bekannt.

Welche Grenzen der Orden dieser Schenkung geben wollte, zeigen zwei Texte einer, wie allgemein anerkannt wird, auf den Namen Mindowes gefälschten Urkunde vom Jahre 1261, welche die Grenzen nach Süden und Westen weit ins litauische Gebiet ausdehnt nordwärts aber das erzbischöfliche Gebiet Opemele in sich schließt. Bei Abfassung dieser Urkunden hatte man die Absicht, den Litauern bei Gelegenheit einen großen Landstrich zu entreißen und dem Erzbistum Riga Opemele wegzunehmen.

Wenn nun diese Urkunde unecht ist, dann muß auch das Schreiben des Königs an den Papst, das fast wörtlich den Text der Urkunde wiederholt, sowie die päpstliche Antwort an den Orden, welche den königlichen Brief wiedergibt, unecht sein.

5) Die Schenkung von ganz Samaiten an den Orden 1257. Wie der Verfasser nachweist, war die nördliche Hälfte von Samaiten nicht im Besitze Mindowes; über die südliche hatte er früher bereits verfügt. Mindowe konnte also dem Orden das nicht schenken, was er selbst nicht besaß; eine solche Schenkung, wenn sie ernstlich gemeint wäre, hätte der Orden doch nur als schlechten Scherz auffassen können. Nur als Fälschung, die für eine spätere Zukunft berechnet war, ist die Urkunde verständlich; sie ist die einzige, welche nicht auf Grund der Urkunde von 1253, sondern nach einer anderen Vorlage abgefaßt ist.

6) Die große Schenkung vom Jahre 1259, die im Original, aber

ohne Siegel, sich erhalten hat, erweist sich schon daraus als Fälschung, daß zwei Drittel des Textes der gefälschten Urkunde von 1253 entnommen sind. Die Schrift ist gleichzeitig. Es ist das schon die vierte Schenkung, die der Orden für seine angeblichen Verdienste um die Bekehrung und Krönung des Königs erhalten haben soll. Die Schenkung umfaßt Gebiete, welche der König schon vorher teilweise dem Orden verliehen hatte, wie Denove, oder solche, welche er gar nicht besaß. wie Schalauen und das nördliche Samaiten. Da der Orden damals bereits die Grenzen von Preußen überschritten hatte, so sollte diese Urkunde ihn berechtigen. Schalauen, Samaiten und das Sudauerland in seinen. Besitz zu bringen.

7) 1260 verschreibt Mindowe mit Zustimmung seiner Erben sein ganzes Reich dem deutschen Orden in Livland. Auch dieser Text beruht auf der Fälschung von 1253, woher der Anfang und der größte Teil der Zeugen entlehnt sind, was an und für sich schon diese Urkunde als nicht authentisch charakterisiert. Dessenungeachtet beschreibt das Transsumpt von 1392 die Urkunde als echt und mit dem wohl erhaltenen Siegel des Königs versehen. Die Verwahrung desselben. daß er sein Reich dem Orden verleihe, falls er kinderlos sterben würde, ist nur leere Phrase, da er schon im gegenwärtigen (ex nunc) Augenblick demselben dominium und possessio überweist.

Es ist aber auch andrerseits nicht möglich, daß ein Herrscher, welcher drei Söhne besitzt, von welchen der eine schon zu seinem Nachfolger gekrönt war, sein Reich einem dritten vermachen sollte in der Voraussetzung, er werde ohne Erben sterben und daß diese Erben damit einverstanden waren!

Die Urkunde ist jedenfalls noch zu Lebzeiten Mindowes vom Orden gefälscht worden; auf ihn fällt demnach auch der Verdacht, daß die Ermordung Mindowes und seiner Söhne von ihm geplant worden ist, wenn auch ein Litauer die Tat ausführte; es handelte sich daraum, einen sehr gefährlichen Gegner aus der Welt zu schaffen.

Alle diese Fälschungen sind, wie der Verfasser nachweist, gleichzeitig und nicht. wie manche meinen, in späterer Zeit entstanden.

Das Programm des Hochmeisters Hohenlohe aus dem Jahre 1245 war also durchgeführt; der Orden besaß ganz Litauen, aber — auf dem Papier.

Nach Ermordung Mindowes und seiner Söhne nahmen die Verhältnisse in Litauen eine Wendung, auf welche der Orden nicht

gerechnet hatte; mit dem Könige fiel auch das Christentum und die Kreaturen des Ordens, welche geeignet gewesen wären, die Schenkungen Mindowes möglich zu machen. gelangten nicht zur Herrschaft.

Mindowe ist nicht als Apostat gestorben.

Die Politik des Ordens Litauen gegenüber und die zu diesem Zwecke ausgeführten Fälschungen sind ein charakteristisches Seitenstück zu seinem Verhalten Konrad von Masovien gegenüber. Hier und dort dieselbe Methode und dieselben unlauteren Mittel; der Unterschied ist nur der, daß in Litauen die ganze Aktion resultatlos blieb, obgleich der Orden auch später noch seine Fälschungen zu verwerten suchte, während sie ihm an der Weichsel gelungen war.

Nakładem Akademii Umiejętności.

Pod redakcyą
Sekretarza Generalnego Bolesława Ulanowskiego.

Kraków, 1907. — Drukarnia Uniwersytetu Jagiellońskiego, pod zarządem J. Filipowskiego.

6 Czerwca 1907.

PUBLICATIONS DE L'ACADEMIE
1873 — 1902

Librairie de la Société anonyme polonaise
(Spółka wydawnicza polska)
à Cracovie

Philologie. — Sciences morales et politiques.

»Pamiętnik Wydz. filolog. i hist. filozof.« *(Classe de philologie, Classe d'histoire et de philosophie. Mémoires)*, in 4-to, vol. II—VIII (38 planches, vol. I épuisé). — 118 k.

»Rozprawy i sprawozdania z posiedzeń Wydz. filolog.« *(Classe de philologie. Séances et travaux)*, in 8-vo, volumes II — XXXIII (vol. I épuisé). — 258 k.

»Rozprawy i sprawozdania z posiedzeń Wydz. hist. filozof.« *(Classe d'histoire et de philosophie. Séances et travaux)*, in 8-vo, vol. III — XIII, XV — XLII, (vol. I. II. XIV épuisés, 61 pl.) — 276 k.

»Sprawozdania komisyi do badania historyi sztuki w Polsce.« *(Comptes rendus de la Commission de l'histoire de l'art en Pologne)*, in 4-to, vol. I—VI (115 planches, 1040 gravures dans le texte). — 77 k.

»Sprawozdania komisyi językowej.« *(Comptes rendus de la Commission de linguistique)*, in 8-vo, 5 volumes. — 27 k.

»Archiwum do dziejów literatury i oświaty w Polsce.« *(Documents pour servir à l'histoire de la littérature en Pologne)*, in 8-vo, 10 vol. — 57 k.

Corpus antiquissimorum poëtarum Poloniae latinorum usque ad Joannem Cochanovium, in 8-vo, 4 volumes.

Vol. II, Pauli Crosnensis atque Joannis Visliciensis carmina, ed. B. Kruczkiewicz. 4 k. Vol. III. Andreae Cricii carmina ed. C. Morawski. 6 k. Vol. IV. Nicolai Hussoviani Carmina, ed. J. Pelczar. 3 c. — Petri Roysii carmina ed. B. Kruczkiewicz. 12 k.

»Biblioteka pisarzów polskich.« *(Bibliothèque des auteurs polonais du XVI e. XVII siècle)*, in 8-vo, 41 livr. 51 k. 80 h.

Monumenta medii aevi historica res gestas Poloniae illustrantia, in 8-vo imp., 15 volumes. — 162 k.

Vol. I, VIII, Cod. dipl. eccl. cathedr. Cracov. ed. Piekosiński. 20 k. — Vol. II, XII et XIV. Cod. epistol. saec. XV ed A. Sokołowski et J. Szujski; A. Lewicki. 32 k. — Vol. III, IX, X, Cod. dipl. Minoris Poloniae, ed. Piekosiński. 30 k. — Vol. IV, Libri antiquissimi civitatis Cracov. ed. Piekosiński et Szujski. 10 k. — Vol. V, VII, Cod. diplom. civitatis Cracov. ed. Piekosiński. 20 k. — Vol. VI, Cod. diplom. Vitoldi ed. Prochaska. 20 k. — Vol. XI, Index actorum saec. XV ad res publ. Poloniae spect. ed. Lewicki. 10 k. — Vol. XIII, Acta capitulorum (1408—1530) ed. B. Ulanowski. 10 k. — Vol. XV, Rationes curiae Vladislai Jagellonis et Hedvigis, ed. Piekosiński. 10 k.

Scriptores rerum Polonicarum, in 8-vo, 11 (I—IV, VI—VIII, X, XI. XV, XVI, XVII) volumes. — 162 k.

Vol. I, Diaria Comitiorum Poloniae 1548, 1553, 1570. ed. Szujski. 6 k. — Vol. II, Chronicorum Barnardi Vapovii pars posterior ed. Szujski. 6 k. — Vol. III. Stephani Medeksza commentarii 1654 — 1668 ed. Seredyński: 6 k. — Vol. VII, X, XIV, XVII Annales Domus professae S. J. Cracoviensis ed. Chotkowski. 14 k. — Vol. XI, Diaria Comitiorum R. Polon. 1587 ed. A. Sokołowski. 4 k. — Vol. XV. Analecta Romana, ed. J. Korzeniowski. 14 k. — Vol. XVI. Stanislai Temberski Annales 1647—1656, ed. V. Czermak. 6 k.

Collectanea ex archivo Collegii historici, in 8-vo, 8 vol. — 48 k.

Acta historica res gestas Poloniae illustrantia, in 8-vo imp., 15 volumes, — 156 k.

Vol. I, Andr. Zebrzydowski, episcopi Vladisl. et Cracov. epistolae ed. Wislocki 1546 — 1553. 10 k. — Vol. II, (pars 1. et 2.) Acta Joannis Sobieski 1629—1674, ed. Kluczycki. 20 k. —

Vol. III, V, VII, Acta Regis Joannis III (ex archivo Ministerii rerum exterarum Gallici) 1674—1683 ed. Waliszewski. 30 k. — Vol. IV, IX, (pars 1. et 2.) Card. Stanislai Hosii epistolae 1525—1558 ed. Zakrzewski et Hipler. 30 k. — Vol. VI, Acta Regis Ioannis III ad res expeditionis Vindobonensis a. 1683 illustrandas ed. Kluczycki. 10 k. — Vol. VIII (pars 1. et 2.), XII (pars 1. et 2.), Leges, privilegia et statuta civitatis Cracoviensis 1507—1795 ed. Piekosiński. 40 k. Vol. X, Lauda conventuum particularium terrae Dobrinensis ed. Kluczycki. 10 c. — Vol. XI, Acta Stephani Regis 1576—1586 ed. Polkowski. 6 k.

Monumenta Poloniae historica, in 8-vo imp., vol. III—VI. — 102 k.

Acta rectoralia almae universitatis Studii Cracoviensis inde ab anno MCCCCLXIX, ed. W. Wisłocki. T. I, in 8-vo. — 15 k.

»Starodawne prawa polskiego pomniki.« (*Anciens monuments du droit polonais* n 4-to, vol. II—X. — 72 k.

Vol. II, Libri iudic. terrae Cracov. saec. XV, ed. Helcel. 12 k. — Vol. III, Correctura statutorum et consuetudinum regni Poloniae a. 1532, ed. Bobrzyński. 6 k. — Vol. IV, Statuta synodalia saec. XIV et XV, ed. Heyzmann. 6 k. — Vol. V, Monumenta literar. rerum publicarum saec. XV, ed. Bobrzyński. 6 k. — Vol. VI, Decreta in iudiciis regalibus a. 1507—1531 ed. Bobrzyński. 6 k. — Vol. VII, Acta expedition. bellic. ed. Bobrzyński, Inscriptiones clenodiales ed. Ulanowski. 12 k. — Vol. VIII, Antiquissimi libri iudiciales terrae Cracov. 1374—1400 ed. Ulanowski. 16 k. — Vol. IX, Acta iudicii feodalis superioris in castro Golesz 1405—1546. Acta iudicii criminalis Muszynensis 1647—1765. 6 k. — Vol. X, p. 1. Libri formularum saec. XV ed. Ulanowski. 2 k.

Volumina Legum. T. IX. 8-vo, 1889. — 8 k.

Sciences mathématiques et naturelles.

»Pamiętnik.« (*Mémoires*), in 4-to, 17 volumes (II—XVIII, 178 planches, vol. I épuisé). — 170 k.

»Rozprawy i sprawozdania z posiedzeń.« (*Séances et travaux*), in 8-vo, 41 vol. (319 planches). — 376 k.

»Sprawozdania komisyi fizyograficznej.« (*Comptes rendus de la Commission de physiographie*), in 8-vo, 35 volumes (III. VI — XXXIII, 67 planches, vol I. II. IV. V. épuisés). — 274 k. 50 h.

»Atlas geologiczny Galicyi.« (*Atlas géologique de la Galicie*), in fol., 12 livraisons (64 planches) (à suivre). — 114 k. 80 h.

»Zbiór wiadomości do antropologii krajowej.« (*Comptes rendus de la Commission d'anthropologie*), in 8-vo, 18 vol. II—XVIII (100 pl., vol. I épuisé). — 125 k.

»Materyały antropologiczno-archeologiczne i etnograficzne.« (*Matériaux anthropologiques, archéologiques et ethnographiques*), in 8-vo, vol. I—V, (44 planches, 10 cartes et 106 gravures). — 32 k.

Świętek J., »Lud nadrabski, od Gdowa po Bochnią.« (*Les populations riveraines de la Raba en Galicie*), in 8-vo, 1894. — 8 k. **Górski K.**, »Historya piechoty polskiej« (*Histoire de l'infanterie polonaise*), in 8-vo. 1893. — 5 k. 20 h. »Historya jazdy polskiej« (*Histoire de la cavalerie polonaise*), in 8-vo, 1894. — 7 k. **Balzer O.**, »Genealogia Piastów.« (*Généalogie des Piasts*), in 4-to, 1896. — 20 k. **Finkel L.**, »Bibliografia historyi polskiej.« (*Bibliographie de l'histoire de Pologne*) in 8-vo, vol. I et II p. 1—2, 1891—6. — 15 k. 60 h. **Dickstein S.**, »Hoëne Wroński, jego życie i dzieła.« (*Hoëne Wroński, sa vie et ses oeuvres*), lex. 8-vo, 1896. — 8 k. **Federowski M.**, »Lud białoruski.« (*L'Ethnographie de la Russie Blanche*), in 8-vo, vol. I—II. 1897 13. k.

»Rocznik Akademii.« (*Annuaire de l'Académie*), in 16-o, 1874—1898 25 vol. 1873 épuisé) — 33 k. 60 h.

»Pamiętnik 15-letniej działalności Akademii.« (*Mémoire sur les travaux de l'Académie 1873—1888*). 8-vo, 1889. — 4 k.